

Orientation stratégique de la coopération internationale 2025-2028 du DFAE et du DEFR

Processus de consultation et prise de position de cinfo (Centre suisse de compétences pour la coopération internationale)

DFAE et DEFR
3003 Berne
IZA25-28@eda.admin.ch

Bienne, le 15 septembre 2023

cinfo apprécie de pouvoir prendre position sur la stratégie de coopération internationale (CI) 2025-2028. De manière générale, nous saluons les axes principaux de la stratégie. En préambule, nous soutenons sans équivoque la mise à disposition de 1.5 milliard de CHF pour l'Ukraine. Cependant, nous nous joignons à la critique de nombreuses ONG suisses quant au fait que ce soutien provienne de l'enveloppe globale de la CI, puisqu'il se ferait au détriment d'autres régions. La somme devrait être allouée additionnellement à l'enveloppe globale de la stratégie pour la CI.

Dans un contexte de défis mondiaux croissants, de crises multiples dans les pays partenaires et de reculs dans la réalisation des objectifs de développement durable de l'ONU, il nous semble important de maintenir le taux d'APD (hors coûts d'asile et contributions à l'Ukraine) à 0,5 du revenu national brut ou du moins un taux APD de 0,42 qui correspond à la moyenne durant les 10 dernières années.

En tant que Centre suisse de compétences spécialisé dans les questions liées au marché de l'emploi en Suisse de la coopération internationale (recrutements, aspects en lien avec les ressources humaines et analyse de tendances du marché/études), nous concentrons nos suggestions ci-dessous sur les points liés à notre expertise.

1) Vers une stratégie de localisation de la CI plus marquée

Thème majeur de la CI, la localisation devrait être mentionnée plus explicitement dans la stratégie du DFAE. Nous regrettons l'absence d'une stratégie y relative. En donnant aux intervenants locaux des pays concernés les moyens de définir les besoins et de diriger les interventions, la localisation permet l'autodétermination et optimise l'utilisation de ressources et accroît l'impact de la coopération. Le Conseil fédéral veut confier la gestion de programmes 'autant que possible' aux acteurs locaux (voir §3.1.) sans pourtant mentionner de mesures concrètes. Rappelons que la Suisse est signataire de l'accord international du Grand Bargain, qui prévoit notamment une augmentation du financement direct des acteurs locaux. La stratégie devrait davantage tenir compte de l'expertise et de sa valorisation (*capacity sharing*) et de la perspective des ONG locales et organisations communautaires (*community-based organisations*) ainsi que des compétences nécessaires du personnel suisse pour favoriser la localisation, en termes par exemple de collaboration et de *systems thinking*¹, voir à cet égard [l'étude menée par cinfo et Nadel](#) ETH sur les compétences futures nécessaires dans la CI.

¹ cinfo, 2022, '[Future Trends and Competencies for the Swiss International Cooperation Sector](#)'.

Nous suggérons ainsi d'intégrer les éléments suivants dans la stratégie 25-28 :

- Une stratégie de localisation de l'aide humanitaire et au développement qui inclut de manière prioritaire la co-définition des besoins des populations concernées et la co-décision avec les parties prenantes locales précitées.
- Une stratégie pour le développement et le renforcement des compétences pour le personnel de la CI suisse correspondant aux exigences de l'évolution du secteur en vue de la réalisation des objectifs de développement durables (ODDs).

2) Pour une meilleure collaboration avec les ONG

Nous constatons un faible positionnement des ONG suisses dans la stratégie 25-28. Pourtant, ces acteurs sont au plus près des réalités du secteur et possèdent une expertise et un savoir-faire des différents thèmes inhérents à la coopération internationale, tant dans le domaine humanitaire qu'au sein de la coopération et développement, voir à cet égard les données précises observées dans notre [rapport sur le marché de l'emploi](#) effectuée auprès de plus de 80 ONGs. Il serait bénéfique d'avoir une ligne directrice définissant les rapports et assurant une collaboration plus étroite entre les instances gouvernementales et non-gouvernementales, pour le bien de la CI en général mais aussi de chaque partie prenante. Le transfert des connaissances entre les ONG et la Confédération serait le bienvenu concernant, entre autres, les analyses actuelles des ONG et la mise à niveau progressive de la rémunération et des bénéfices des postes dans la CI, en particulier pour éviter de trop grandes disparités avec le personnel local.

3) Pour un engagement renforcé envers la relève (les jeunes professionnels)

Le thème des programmes de relève est l'un des principaux domaines d'expertise de cinfo. Rappelons que le départ de la génération *Baby-Boomers* entraîne un risque accru de perte de savoirs et d'expertises. La mise sur pied de programmes de relève est essentielle pour garantir au secteur un personnel disposant des compétences requises. Nous souhaitons vivement que des mesures en ce sens soit incluses dans la stratégie 25-28. Il nous semble important de s'assurer dans ce contexte à ce que les nouveaux intrants aient les bonnes compétences requises sur le marché.

Notre recommandation:

Prendre en considération le *Call for Action Promoting young talent in international cooperation*, rédigé en concours avec le DFAE et les organisations partenaires actives dans la CI, dans la présente stratégie et appliquer les recommandations faites spécifiquement pour le gouvernement Suisse (voir annexe).

En vous remerciant encore de ce processus de consultation, nous vous souhaitons bonne réception de la prise de position de cinfo. Pour toute question, cinfo se tient à votre entière disposition (info@cinfo.ch).

Avec nos meilleures salutations,

Au nom de cinfo



Irenka Krone-Germann et Urs Stauffer
co-Directeur.trices cinfo